

problème, comme un coût, nous devions plutôt défendre ce travail et nous attacher à ces problèmes structurels. Nous avons un capitalisme qui, en France, est en grande partie un capitalisme rentier.

PIERRE GATTAZ Il y a des excès et des problèmes à régler en France. Des discussions d'acteur qui prennent en compte les PME qui utilisent le CICE, ça existe, maintenant est-ce que c'est 100%, 95% ou 1%? Au Medef, on regarde les excès à chaque fois. Le CAC 40, c'est un porte-avions qui entraîne de plus en plus des PME et des ETI. Il y a quelques années, on a créé la plateforme PME, avec le patron de Schneider Electric, pour motiver nos grandes entreprises à changer en meutes, c'est-à-dire à pousser leurs PME, leurs ETI dans leur village. Ça fonctionne. Nous allons continuer ce combat. Les banques françaises ont été les plus vertueuses au monde dans la crise de 2007-2008. Pour autant, nous n'allons pas tout attendre des banques. Au Medef, on pense qu'en dehors des banques, il faut utiliser toutes les autres sources de financement : le crowdfunding, source de financement sur Internet, est impressionnant. Si vous avez 100 personnes qui mettent 15 euros, ce n'est pas enough pour une startup, mais c'est un début. C'est un système attractif parce que plus il y aura d'investisseurs, plus vous aurez la chance de créer des emplois. C'est mécanique. Personne ne m'a démonté le contraire pour l'instant mais peut-être allez-vous le faire. Il faut donc absolument que ces gens qui arrivent avec peu, voire pas de moyens, puissent trouver des capitaux. Il faut également développer les fonds de pension à la française et une fiscalité incitative pour que les gens puissent mettre 2000 euros dans une boîte sans que tout le bénéfice du risque pris soit confisqué en impôt.

PIERRE LAURENT Votre indulgence à l'égard du système bancaire est très étonnante. Car il y a effectivement un énorme problème de financement de l'économie. Le système bancaire joue un rôle malheureusement très important. Nous devons reprendre la main pour piloter différemment l'utilisation de ces fonds du système bancaire et d'épargne. D'ailleurs, le problème est aussi européen. L'« indépendance » consacrée de la Banque centrale européenne est une aberration. On oblige et les entreprises et les Etats à aller se refinancer à des coûts prohibitifs sur le marché alors qu'il pourra être très bien financer autrement. Quant à la fiscalité, vous prétendez qu'elle ne pèse pas assez sur la consommation et qu'on pourrait augmenter la TVA alors que la fiscalité sur le capital est affreuse et insupportable. La réalité des recettes fiscales de l'Etat, c'est l'exemple inverse. La TVA est de loin la première recette fiscale, elle rapporte deux fois plus que l'impôt sur le revenu et six fois plus que l'impôt sur les sociétés. Nous avons une fiscalité d'une injustice totale au travers de laquelle passent des richesses considérables. Je suis le premier à penser qu'il faut repenser totalement la fiscalité française et renouer à plat toutes les niches et toutes les exonérations fiscales accumulées ces dernières années et qui n'ont donné aucun résultat en matière d'emploi.

PIERRE GATTAZ Nous avons un point de divergence majeur sur la fiscalité.

QUEL RÔLE DE L'ÉTAT POUR PILOTER ET STIMULER L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ?

PIERRE GATTAZ De 1200 milliards d'euros aujourd'hui, la sphère publique augmente de 50 milliards par an grosso modo, et représente 57% du PIB. Qui paye ? C'est l'entreprise enfin, celle qui crée de la richesse. L'enné qui paye les missions réglementaires, c'est l'entreprise. Le domaine de l'Etat doit se limiter à ses fonctions réglementaires. Il faut revenir à un niveau de dépense qui s'approche de 50% du PIB dans un premier temps. Et communément à ce que vous dites, pour moi, effectivement, nous avons une fiscalité qui est inversée. Nous avons une TVA à 20% au taux maximum, alors que dans les pays à haute protection sociale que sont les pays du nord de l'Europe, vous êtes à 23, 24, 25 et jusqu'à 27%. Nous sommes en compétition avec la moyenne européenne. Et le coût du travail montre en effet que, depuis 2000, nous sommes à 8% de moins en taux horaire par rapport aux Allemands, nous sommes aujourd'hui à plus 12%. Et les 35 heures sont passées par là. On a donné 10% de plus aux gars en temps, sans baisser les salaires. C'est un problème. Ensuite, je l'expliquerai par le capital et l'épargne. Tous les supports du monde l'emploi : quand vous mettez 10000 euros dans une entreprise, il faut que votre taxation soit simple et comme si vous rendiez. Or, aujourd'hui, ce n'est pas toujours, parce que la taxation des plus-values est compliquée, donc c'est décourageant. Après, vous avez ce problème des dividendes. Je réinsiste, la question des dividendes qui est très débâillée en France, c'est la rémunération d'un risque. Donc, je veux bien tout ce que vous voulez, mais toutes les PME et toutes les TPE pour acheter des robots ont besoin de fonds propres. Ces fonds propres sont apportés par des actionnaires. Ces actionnaires, idéalement, ça devrait être nos salariés. Et je suis très content parce qu'il a poussé ça d'améliorer la fiscalité de l'épargne des salariés, d'améliorer la possibilité pour nos salariés d'être actionnaires. C'est dans la « loi Macron », et je m'en félicite.

PIERRE LAURENT L'impôt n'est pas là pour payer la « dépense publique » mais sert au contraire à investir dans des domaines où justement l'entreprise ne le fera pas. En dans des domaines qui participent au développement de la collectivité nationale. Nous avons besoin d'impôt pour financer le système d'éducation, pour soutenir les infrastructures, donc d'ailleurs les entreprises se servent, que ce soit les routes, le ferronnerie, les installations pompiers... Donc l'impôt n'est pas une charge. Je ne nie pas le rôle de l'entreprise, c'est un lieu de création, mais l'entreprise ne réalise pas non plus toute la société. Faire malgré brutalement l'investissement public, comme vous le proposez, ne va faire que dégrader la situation. Ensuite, on ne travaille pas trop en France. Il n'y a pas assez de gens qui travaillent et la productivité des travailleurs français est extrêmement élevée. Nous laissons à l'écart du travail une part croissante de la société française. Enfin, vous rendez hommage à la « loi Macron », car elle va dans votre sens, après le CICE qui, jusqu'à preuve du contraire, n'a pas produit de résultat probant en matière de création d'emplois. Avec cette loi, on va déréglementer le marché du travail, flexibiliser encore davantage, mais sans résultat efficace sur l'activité économique.

LE GOUVERNEMENT VALLS, UN GOUVERNEMENT MEDEF COMPATIBLE ?

PIERRE GATTAZ Non, je ne le sens pas du tout comme ça. Il faut que l'on dépasse le débat gauche-droite, parce qu'il est obsolète. Ni l'entreprise, ni l'économie de marché, ni la mondialisation, ni le dialogue social ne sont une affaire de gauche ou de droite. Il faut avoir la lucidité de voir le monde qui tourne et qui bouge et qui est en mutation accélérée, et d'en tirer avec des postures, des dogmes et des idéologies. Nous avons travaillé au Medef sur notre projet « France 2020, faire gagner la France ». C'est une France qui retrouve de la croissance et c'est une France du plein emploi. Car je suis persuadé qu'en France, on peut retrouver le plein-emploi : moins de 7% de chômeurs. C'est mon obsession absolue. Et concernant le travail le dimanche, il faut demander à nos consommateurs et à nos salariés. Sur les Champs-Elysées, j'ai vu des jeunes femmes salariées qui plaignaient parce qu'en les incitait à travailler après 21 heures : c'est quand même scandaleux d'en arriver là ! Ça ne vous aurait pas empêché ?

PIERRE LAURENT Vous ne pouvez pas dire ça ! Allez dans la grande distribution : ça empêche les caissières de travailler à temps plein ? Ce sont les patrons de la grande distribution, qui multiplient les contrats à temps partiel. Toutes les enquêtes le montrent !

PIERRE GATTAZ Vous parlez de travail subi, alors que moi, je dis qu'il faut s'adapter aux demandes de ces jeunes femmes qui veulent travailler après 21 heures parce qu'elles touchent des primes ou des salaires augmentés de 25 %.

PIERRE LAURENT Mais leurs salaires sont bloqués !

PIERRE GATTAZ Ça c'est complètement faux, si vous travaillez après 21 heures sur les Champs-Elysées, votre salaire sera augmenté.

PIERRE LAURENT Allez discuter avec les salariés du commerce et vous verrez ce qu'ils vous diront sur leur salaire !

PIERRE GATTAZ Je suis pour le travail le dimanche et après 21 heures sur volontariat des salariés quand cela a du sens. Amazon fait 25 % de son chiffre d'affaires le dimanche. La consommation, c'est de la création de richesses, c'est de l'emploi. Nous avons estimé que si on dévoile certaines zones touristiques, pas partout, et avec autorisations des maires, les Chinois n'iraient plus faire leurs courses à Londres, à Madrid ou à Amsterdam.

PIERRE LAURENT L'avenir de nos sociétés n'est pas de travailler en permanence, jours, nuits et dimanches. Concernant le volontariat des salariés, vous savez très bien que c'est une fable. Les salariés sont tellement bas dans le commerce – et ils sont de fait bloqués – les temps partiels sont tellement imposés, que certains acceptent, mais ça n'a rien à voir avec le volontariat. Il y a des choix de société qui ne sont pas les mêmes. Ce n'est donc pas aux chefs d'entreprise d'imposer leurs volontés.



« Dans le futur, un salarié connaîtra sans doute au cours de sa carrière jusqu'à 7 métiers. »

« Il faut développer les fonds de pension à la française. »

PIERRE GATTAZ

« L'avenir de nos sociétés n'est pas de travailler en permanence, jours, nuits et dimanches. »

« Pour vous, il n'y aurait qu'une seule politique possible. »

PIERRE LAURENT



Pourtant, j'ai l'impression que le Medef se comporte comme le pouvoir politique de France et qu'il fait la plume et le beau temps dans les choix politiques. Vous vous vantez d'être un homme de terrain, mais je constate que le Medef est plus sûrement installé dans les arcanes du système que je ne le suis et que ce le sont les syndicalistes et les salariés. La vérité, c'est que vous jouez un rôle politique présumé dans ce pays.

PIERRE GATTAZ Il faut observer ce qu'il se passe dans le monde. Dans les 150 pays en concurrence avec la France, les 30 qui ont bien réussi depuis 15 ans, sont celles qui ont mis l'entreprise au-dessus des considérations politiques. Les clients doivent gagner de la satisfaction, les hommes et les femmes doivent gagner de l'épanouissement, de la formation permanente. Et les actionnaires, qui sont, je suis désolé, propriétaires de l'entreprise, récupèrent, en effet, des sommes qu'ils ont investies. Nous sommes dans une compétition mondiale où les règles du jeu sont quand même tournées autour de ces trois valeurs clés. Et je constate que des gouvernements de gauche ou de droite jouent selon cette règle du jeu.

PIERRE LAURENT Dernière ce discours qui peut paraître de bon sens, en vérité vous développez l'idée qu'il peut y avoir des alternatives politiques, mais finalement qu'il n'y aurait toujours qu'une seule politique possible. Et c'est malheureusement ce à quoi on assiste. La mondialisation telle qu'elle fonctionne ne ravi pas le monde entier. Il y a beaucoup de gens qui la contestent, de nations qui cherchent d'autres voies que celles de la mondialisation actuelle. Oui, il y a des propriétaires, mais un des problèmes justement c'est que ceux qui se sont pas les propriétaires de l'entreprise, et qui pourtant en créent la richesse, n'ont pas avec leur mot à dire sur les choix faits.

LE PACTE DE RESPONSABILITÉ, UNE FAUTE OU UNE CHANCE ?

PIERRE GATTAZ Le pacte de responsabilité, on l'a suggéré au départ par notre partie de confiance. Il est sorti, on l'a applaudi, on l'accompagne. C'est une démarche non

politique de la part du Medef. Pour moi, l'état d'esprit de ce pacte, c'est de réduire le coût du travail, non pas en salaire net, mais sur les charges qui pèsent sur le coût du travail lui-même. C'est de réduire aussi, la fiscalité qui pèse sur la productivité des entreprises françaises. Ce pacte a été voté en juillet dernier, nous attendons encore un certain nombre de décrets d'application sur la baisse des charges. On parle de baisse de la fiscalité pour les entreprises depuis le début, et bien figurez-vous qu'en ce moment encore, il y a des augmentations de charges sur les entreprises : le versement transports, les taxes de séjour. Il y a un manque de cohérence entre les discours et l'état d'esprit du pacte et les mesures qui sont prises. C'est pour cela qu'il y a eu une mobilisation la semaine dernière des chefs d'entreprises.

PIERRE LAURENT Nous sommes en désaccord total. Le pacte de responsabilité qui effectivement a été initié par le Medef a déjà prouvé son inefficacité et son échec. Ce pacte vient s'ajouter à toute une série de crédits d'impôt, de niches fiscales et d'excérences de cotisations sociales qui se sont accumulées aux cours des 20 dernières années sans aucun résultat en matière d'emploi. Malheureusement avec le pacte de responsabilité qui coûte la somme énorme de 41 milliards d'euros, nous nous dirigeons vers un immense gâchis de fonds publics.

PIERRE GATTAZ En France on a toujours l'habitude d'augmenter les charges comme je vous l'ai expliqué. Donc vous avez un poste, et vous investez l'entreprise (avec le pacte - NDLR).

PIERRE LAURENT Non, mais vous ne pouvez pas dire que les charges sur les entreprises ont augmenté...

PIERRE GATTAZ 40 milliards. 40 milliards de plus. Je suis désolé, c'est les statistiques.

PIERRE LAURENT C'est faux. Il faut compter toutes les exonérations de cotisations sociales, les crédits d'impôt, la suppression de la taxe professionnelle, tout ce qui s'est accumulé ces dernières années... La petite augmentation du versement transports va servir à construire des infrastructures qui sont utiles aux entreprises, parce que les salariés en région parisienne ne se rendent pas à leur travail à pied, que je sache. Vous ne pouvez pas nier que

sur les 10 dernières années, nous avons empêlé successivement toute une série de dispositifs, de niches fiscales et d'exonérations de cotisations sociales.

PIERRE GATTAZ Monsieur Laurent, ce que je vous propose, c'est : gardez vos aides, gardez vos subventions, surtout ne nous donnez plus rien, mais baisssez les charges. Prenez le chiffre de 200 milliards que vous avez annoncé, qui est faux, mais prenez-le : vous faites 200 milliards d'économies en gardant les subventions, mais baissiez nos charges de 200 milliards.

PIERRE LAURENT Je suis pour remettre à plat toutes les aides financières accordées aux entreprises et pour baisser radicalement le coût du crédit. Les dividendes versés, les flux financiers, les flux bancaires, dont vous ne parlez jamais, représentent le double de la totalité des cotisations sociales payées par toutes les entreprises françaises. Attaquons-nous ensemble à ces charges financières, plutôt qu'aux dépenses sociales et publiques utiles.

COMPTES RENDUS RÉALISÉS PAR PATRICK LÉVY AVEC RÉMY BOUAFI, THOMAS CHAPUT, JULIA HAMMADI, CLÉMENTINE MARIN, AURÉLIEN SENECHAL ET LOÏC VILLEMIN. PHOTOS RÉALISÉES PAR PATRICK MESSINA

Vous avez dit...

PCF : Parti Communiste Français, créé en 1920.

Il compte aujourd'hui 235 000 adhérents dans tout le France.

MEDEF : Management des entreprises de France, créé en 1993.

Il regroupe 780 000 entreprises adhérentes.

CDD : Contrat à durée déterminée.

CDD : Contrat à durée indéterminée.

CAC40 : Indicateur représentant les 40 plus grandes entreprises boursières françaises.

PME : Petites et moyennes entreprises de 10 à 250 salariés.

ETI : Entreprises de taille intermédiaire de 250 à 1 000 salariés.

CCE : Comité d'entreprise pour la compétitivité et l'emploi. C'est une nouvelle aide aux entreprises créée en 2002, qui vise à donner plus de 20 milliards d'euros en 2004.

Il s'agit d'un régime de financement qui consiste à faire appel à un grand nombre d'investisseurs pour un même projet (d'où l'appellation "financement participatif").

TVA : Taxe sur la valeur ajoutée et payée par les consommateurs sur l'ensemble des produits et services à destination des particuliers et des entreprises.

De ce montant, 10% est versée au Trésor public et 90% au Fonds de solidarité et de réinsertion sociale.

PS : Parti socialiste, partie des éléphants, créé en 1968 à Paris.

PR : Parti radical de gauche, partie des chevaux, créé en 1971 à Paris.

Chaque jour,
lisez
L'Humanité

Chaque semaine, lisez
**L'HUMANITE
DIMANCHE**

Abonnez-vous sur internet :
<http://boutique.humanite.fr>
ou au 01 55 84 40 30

Souscription exceptionnelle pour l'Humanité

Je verse un don

Nom _____
Prénom _____
Adress _____
Code postal _____
Ville _____
Région _____
Adresse e-mail _____

Notre association lance deux types de cotisations : une cotisation de base de 20 € par mois et un supplément de 10 € par mois. Si vous souhaitez faire un don, nous vous proposons de faire une cotisation supplémentaire de 10 € par mois. Pour toute question, veuillez nous contacter au 01 55 84 40 30 ou par e-mail à abonnement@humanite.fr.

Le don sera intégralement reversé à l'association Humanité et Solidarité pour financer ses actions humanitaires et sociales.

La cotisation annuelle pour l'Humanité et Solidarité est de 30 € par mois. Si vous souhaitez faire un don, nous vous proposons de faire une cotisation supplémentaire de 10 € par mois. Pour toute question, veuillez nous contacter au 01 55 84 40 30 ou par e-mail à abonnement@humanite.fr.

La cotisation annuelle pour l'Humanité et Solidarité est de 30 € par mois. Si vous souhaitez faire un don, nous vous proposons de faire une cotisation supplémentaire de 10 € par mois. Pour toute question, veuillez nous contacter au 01 55 84 40 30 ou par e-mail à abonnement@humanite.fr.